

Généralités



Transparence:

14 /100

(Score de l'indice sur le budget ouvert)



Participation du
Public:

0 /100



Contrôle
Budgétaire:

31 /100

À propos de l'enquête

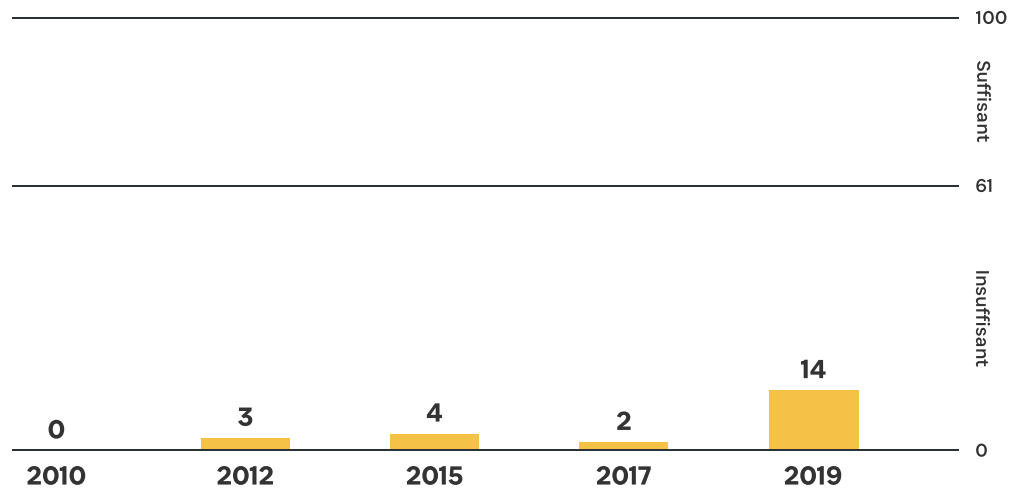
Les décisions budgétaires des gouvernements - quels impôts prélever? quels services fournir? quel niveau d'endettement assumer? - ont une incidence sur l'égalité d'une société et le bien-être de ses habitants, notamment sur la possibilité pour les plus défavorisés d'avoir de réelles chances d'avoir une vie meilleure. Il est essentiel que les pouvoirs publics informent et fassent participer le public à ces décisions vitales qui ont un impact sur leur vie.

L'Enquête sur le budget ouvert (EBO) est le seul instrument de recherche indépendant, comparatif et factuel au monde qui utilise des critères internationalement reconnus pour évaluer l'accès du public aux informations budgétaires du pouvoir central, les possibilités formelles pour le public de participer au processus budgétaire national et le rôle des institutions de contrôle budgétaire telles que le corps législatif et l'auditeur dans le processus budgétaire.

L'enquête aide la société civile locale à évaluer et à s'entretenir avec son gouvernement sur la déclaration et l'utilisation des fonds publics. Cette 7^e édition de l'EBO couvre 117 pays.

Visitez le site <https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey/> pour plus d'informations, notamment la méthodologie complète de l'EBO, le rapport mondial 2019, les résultats pour tous les pays étudiés et l'explorateur de données.

Tchad: Comment le score de transparence a-t-il évolué dans le temps ?



Tchad: Disponibilité publique des documents budgétaires

- Accessible au public
- Publié en retard, ou non publié en ligne, ou produit pour usage interne uniquement
- ⊘ Non produit

Document	2010	2012	2015	2017	2019
Rapport préalable au budget	⊘	●	●	●	●
Projet de budget de l'exécutif	●	●	●	●	●
Budget approuvé	●	●	●	●	●
Budget des citoyens	⊘	⊘	⊘	●	⊘
Rapports en cours d'année	⊘	●	●	●	●
Revue de milieu d'année	⊘	●	●	●	⊘
Rapport de fin d'année	⊘	●	●	⊘	⊘
Rapport d'audit	⊘	⊘	⊘	⊘	⊘

Tchad: Quel est le degré d'exhaustivité du contenu des principaux documents budgétaires qui sont mis à la disposition du public ?

- 61-100 / 100
- 41-60 / 100
- 1-40 / 100

Principaux documents budgétaires	Objectif et contenu des documents	Exercice budgétaire évalué	Note pour le contenu des documents
Rapport préalable au budget	Expose les paramètres généraux des politiques budgétaires avant le projet de budget de l'exécutif; présente les prévisions économiques, ainsi que les recettes, les dépenses et la dette prévues du gouvernement.	2019	Usage interne
Projet de budget de l'exécutif	Soumis par l'Exécutif au Législatif pour approbation; détaille les sources de revenus, les allocations aux ministères, les changements de politique proposés, et d'autres informations importantes pour comprendre la situation budgétaire du pays.	2019	25
Budget approuvé	Le budget qui a été approuvé par le corps législatif.	2018	28
Budget des citoyens	Une version plus simple et moins technique du projet de budget ou du budget approuvé de l'Exécutif, conçue pour transmettre les informations essentielles au public	2018	Non produit
Rapports en cours d'année	Inclure des informations sur les recettes réelles perçues, les dépenses réelles effectuées et les dettes contractées à différents intervalles ; publiées trimestriellement ou mensuellement.	2018	Publiés avec retard
Revue de milieu d'année	Une mise à jour complète de l'exécution du budget à partir du milieu de l'exercice budgétaire; comprend un examen des hypothèses économiques et une prévision actualisée des résultats budgétaires.	2018	Non produit
Rapport de fin d'année	Décrit la position des comptes du gouvernement à la fin d'année budgétaire et, idéalement, une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs politiques du budget.	2017	Non produit
Rapport d'audit	Publié par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, ce document examine la solidité et l'exhaustivité des comptes de fin d'année du gouvernement.	2016	Non produit

Le score de transparence du Tchad de 14 dans l'EBO 2019 est considérablement plus élevé que par rapport à son score de 2017.

Qu'est-ce qui a changé en 2019?

Le Tchad a accru la disponibilité des informations budgétaires de :

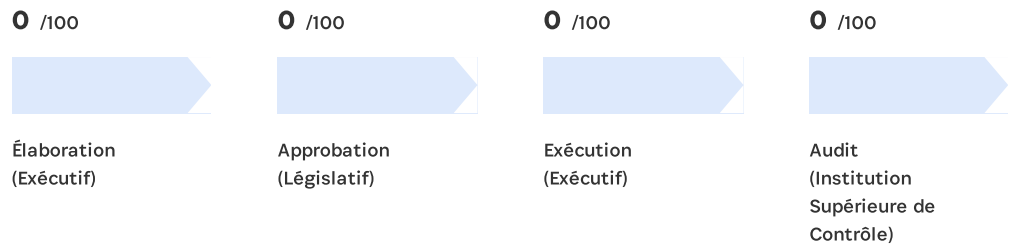
- Publication en ligne du Projet de budget de l'Exécutif.

Recommandations

Le Tchad devrait donner la priorité aux actions suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

- Publication en ligne du Rapport préalable au budget et des Rapports en cours d'année dans les délais.
- Produire et publier le Budget des citoyens, la Revue de milieu d'année, le Rapport de fin d'année et le Rapport d'audit en ligne en temps utile.
- Inclure des informations sur les risques budgétaires et des informations supplémentaires les dépenses dans le Projet de budget de l'exécutif.
- Améliorer l'exhaustivité du Budget approuvé en incluant des informations sur les dépenses et des informations supplémentaires sur les recettes (par exemple, les sources de recettes spécifiques).

Étendue des opportunités de participation du public au processus budgétaire



peu: 0 - 40; limité: 41 - 60; suffisant: 61 - 100

Recommandations

Pour renforcer davantage la participation du public au processus budgétaire, le Ministère des Finances et du Budget du Tchad devrait accorder la priorité aux actions suivantes :

- Mécanismes pilotes pour impliquer le public lors de l'élaboration du budget et pour le suivi de son exécution
- Faire participer activement les communautés vulnérables et sous-représentées, soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent
- Créer des possibilités de participation de la société civile au processus budgétaire (par exemple, débats d'orientation budgétaire) ainsi qu'à l'élaboration et à la diffusion du budget des citoyens.

L'Assemblée Nationale du Tchad devrait accorder la priorité aux actions suivantes:

- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur la proposition de budget avant son approbation.
- Permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats sur le rapport d'audit

La Cour des Comptes du Tchad devrait accorder la priorité aux actions suivantes pour améliorer la participation du public au processus budgétaire:

- Mettre en place des mécanismes formels permettant au public de l'aider à développer son programme d'audit et de contribuer aux enquêtes d'audit nécessaires.

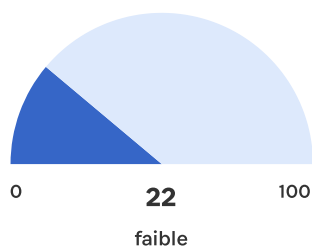


Contrôle budgétaire

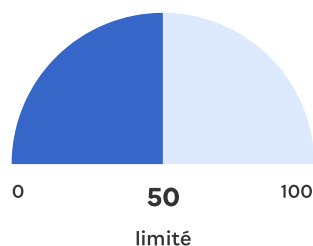
L'EBO examine également le rôle que jouent les législatures et les institutions supérieures de contrôle (ISC) dans le processus budgétaire et la mesure dans laquelle elles assurent le contrôle; chaque pays est noté sur une échelle de 0 à 100 sur la base de 18 indicateurs pondérés de manière égale. En outre, l'enquête recueille des informations supplémentaires sur les institutions budgétaires indépendantes (voir encadré).

Le pouvoir législatif et l'institution supérieure de contrôle des finances publiques du Tchad exercent ensemble un contrôle faible au cours du processus budgétaire, avec un score composite de contrôle de **31** (sur 100). Pris individuellement, le degré de contrôle de chaque institution est indiqué ci-dessous :

Contrôle parlementaire



Contrôle de l'ISC



faible: 0 - 40; limité: 41 - 60; suffisant: 61 - 100

Recommandations

L'Assemblée Nationale du Tchad assure le contrôle faible pendant la phase de planification du cycle budgétaire et un contrôle faible pendant la phase d'exécution. Pour améliorer le contrôle budgétaire, les actions suivantes doivent être prioritaires :

- Le pouvoir législatif doit débattre de la politique budgétaire avant que le Projet de budget de l'exécutif ne soit déposé et approuver les recommandations pour le prochain budget.
- Le Projet de budget de l'exécutif doit être soumis au Législatif au moins deux mois avant le début de l'exercice budgétaire.

- Des commissions parlementaires doivent examiner le Projet de budget de l'exécutif et publier en ligne les rapports contenant leurs analyses.
- Une commission parlementaire doit examiner l'exécution du budget en cours d'exercice et publier des rapports avec ses conclusions en ligne.
- Dans la pratique, veiller à ce que le pouvoir législatif soit consulté avant que l'Exécutif ne transfère des fonds entre les unités administratives spécifiées dans le budget adopté au cours de l'exercice budgétaire, ne dépense des recettes imprévues ou ne réduise les dépenses en raison d'un déficit de recettes.
- Une commission parlementaire doit examiner le rapport d'audit et publier un rapport avec ses conclusions en ligne.

Pour renforcer l'indépendance et améliorer le contrôle par la Cour des Comptes du Tchad, les actions suivantes sont recommandées :

- Veiller à ce que l'institution supérieure de contrôle dispose d'un financement adéquat pour remplir ses fonctions telles que déterminées par un organe indépendant (par exemple, le pouvoir législatif ou judiciaire).
- Veiller à ce que les processus d'audit soient examinés par une agence indépendante.

La pratique émergente consistant à créer des institutions budgétaires indépendantes

Le Tchad ne dispose pas d'une institution budgétaire indépendante (IBI). Les IBI sont de plus en plus reconnues comme de précieuses sources d'informations indépendantes et non partisans pour l'Exécutif et/ou le Parlement pendant le processus budgétaire.

**Ces indicateurs ne sont pas notés dans l'enquête sur le budget ouvert.*

Méthodologie

- Seuls les documents publiés et les événements, activités ou développements qui ont eu lieu jusqu'au 31 décembre 2018 ont été évalués dans l'EBO 2019.
- L'enquête est basée sur un questionnaire rempli dans chaque pays par un expert indépendant sur les questions budgétaires:

Gilbert Maoundonodji

Groupe de Recherches Alternatives et de Monitoring du Projet Pétrole
Tchad-Cameroun (GRAMPTC)

BP 4021 N'Djamena, Tchad

maogilmagil@gmail.com

- Pour renforcer davantage la recherche, le projet de questionnaire de chaque pays est également examiné par un expert indépendant anonyme, et au Tchad par un représentant du Ministère des Finances et du Budget.